

JURY D'APPEL

APPEL N°2008-12

Règles applicables : 66, F5.

Epreuve : Les Voiles de Saint Tropez
Dates : 27 Septembre-5 Octobre 2008
Club organisateur : Société Nautique de Saint Tropez
Président du comité de protestation : Jean-Pierre GROSGOGEAT

Par courrier reçu à la Fédération Française de Voile le 7 octobre 2008, Monsieur Jean-Christophe MOURNIAC, représentant SENSO ONE (MLT 55), fait appel d'un jugement N° 19 du 1^{er} Octobre concernant un abordage dans la course N°3 du 1/10.

L'appel étant conforme à la règle 70.1 et à l'Annexe F2 des RCV 2005-2008, a été instruit par le Jury d'Appel.

FAITS ETABLIS (tels que rédigés par le Comité de protestation)

Avant le départ, avec le signal préparatoire P, GBR était au dessus de la ligne et naviguait en direction de la ligne tribord amures, au large. Il était engagé avec MLT qui lui était sous la ligne tribord amures et naviguait presque parallèlement à la ligne avec un angle d'environ 25 degrés avec la ligne. GBR descendait sous la ligne, et, en lofant, il s'est désengagé. A ce moment, GBR devenait le bateau prioritaire et MLT avait beaucoup de place pour s'écarter s'il avait lofé. MLT continuait sa route.

GBR continuait à lofer toujours en donnant l'espace nécessaire à MLT de s'écarter. GBR cesse de modifier sa route et navigue presque parallèlement à la ligne de départ.

MLT lofe subitement en mettant la barre en coin.

Il y a une violente collision entre l'avant de MLT et l'arrière de GBR avec de sérieux dommages aux deux bateaux qui abandonnent la course.

Il n'y avait pas d'OCS ni de pavillon X au moment de l'incident.

DECISION DU COMITE DE PROTESTATION

A la suite d'une collision entre MLT55 et GBR et à l'issue d'une instruction, MLT55 a été disqualifié pour infraction à la règle 12.

Une demande de réouverture de MLT55 a été ultérieurement refusée par le Comité de Protestation

CONTENU DE L'APPEL

MLT 55 fait appel aux motifs:

- que l'audience ne s'est pas déroulée en français
- que l'instruction s'est déroulée au milieu de bruits importuns
- que sa demande de réouverture a été refusée par le CP.

ANALYSE DU CAS

Sur le premier motif:

Pour cette épreuve bien qu'ouverte aux concurrents étrangers, la langue officielle telle que définie aux IC était le français. L'instruction devait donc avoir lieu en français et il appartenait, s'il le souhaitait, à l'autre réclamant (GBR) de demander un interprète et non à l'appelant.

Sur le deuxième motif:

Les concurrents et les arbitres ont droit à des audiences sereines et les témoignages recueillis par le Jury d'Appel montrent que visiblement cette condition n'était pas remplie à Saint-Tropez le 1er octobre.

Sur le troisième motif:

Après avoir consciencieusement étudié les témoignages, photos et vidéos objets de la demande de réouverture, le Jury d'Appel estime que les faits établis par le CP ne sont pas en adéquation avec ces derniers et que l'instruction aurait dû être ré ouverte.

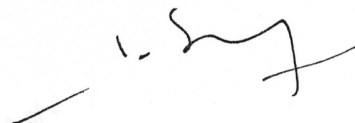
DECISION

Les trois motifs de l'appelant étant fondés, le Jury d'Appel dit que l'instruction doit être ré ouverte et qu'une nouvelle audience doit être organisée sous le contrôle de la CCA, ou de son représentant régional. Deux juges au moins devront être des Juges Internationaux ISAF.

L'audience se tiendra en français mais, si une des parties le demande, tout ce qui se dit devra être traduit dans la langue des participants.

Fait à Paris, le 8 février 2009

Jacques SIMON
Président du Jury d'Appel



Instructeurs : A. Bellaguet, B. Bonneau, G. Bossé, JP. Cordonnier, P. Gérodias, Y. Léglise, A. Meyran, F. Salin